

**Jérôme Creel : « Il y a une incapacité de l'Europe à prévenir les crises »**

JEAN-MICHEL CEDRO

1,032 mots

22 novembre 2010

Les Echos.fr

ECHOFR

Français

All Rights Reserved - Les Echos 2010

L'économiste à l'**OFCE**, professeur à ESCP Europe, approuve les modalités du plan de sauvetage de l'Irlande, mais plaide pour une révision des modes de gouvernance européenne.

Le feu vert de Dublin à l'adoption d'un plan d'aide conjoint de Bruxelles, du FMI et du Royaume-Uni lève-t-il les derniers doutes sur le sauvetage du système financier irlandais ?

Il est bien sûr très difficile de prévoir son résultat à terme, mais il semble que le montant évoqué, proche de 100 milliards d'euros, sera suffisant pour permettre d'aider, directement et indirectement, au refinancement de la dette des banques privées. La ventilation des fonds (environ deux-tiers consacrés aux finances publiques, un tiers au secteur bancaire) me semble bonne, car elle permet à la fois d'intervenir en urgence sur les banques, et aux pouvoirs publics irlandais de conserver la mainmise sur sa politique budgétaire, laquelle pourra aussi agir sur le système financier. Cela devrait être efficace et permettre au passage de ne pas trop égratigner la souveraineté du pays. Enfin, au-delà de son effet direct sur l'économie, ce plan constitue aussi un important signal envoyé par l'Europe et par le gouvernement irlandais, malgré le petit délai pris pour le mettre en oeuvre.

Le dumping fiscal consistant à taxer les entreprises à 12,5 % seulement, est maintenu. C'est bon pour l'orgueil irlandais mais est-ce pertinent sur le plan économique ?

La question est délicate. La spécificité fiscale irlandaise correspond à une volonté stratégique du pays d'être très ouvert, mais cela risque d'être désormais un problème du fait d'une compétitivité diminuée. Ce « dumping fiscal » était pertinent tant que le pays, parti d'assez bas, était en plein développement. Maintenant, ce petit avantage accordé à l'orgueil national risque paradoxalement de se révéler plus néfaste que positif. D'autant que, par ailleurs, Dublin est tenu d'imposer une cure d'austérité sans pareille.

Au-delà de son sauvetage immédiat, le secteur financier irlandais n'est-il pas structurellement surdimensionné par rapport à l'économie du pays ?

Oui mais c'est la résultante progressive de la modification de la spécialisation du pays, passé en une petite dizaine d'années d'une économie au secteur primaire prépondérant à une économie de services, et principalement de services financiers. Or progressivement la productivité de cette économie s'est tassée, considérablement, alors que sa croissance poursuivait son envol. C'est une question structurelle que Dublin doit résoudre, comme elle devra reconsidérer sa politique d'immigration, mais cela prendra du temps. Il faut espérer que les autorités européennes vont, dans les conditions qu'elles ne manqueront pas d'imposer à leur plan, réussiront à bien vérifier que l'aide ne viendra pas renforcer un dumping fiscal ou social.

Après la Grèce et l'Irlande, le Portugal est en ligne de mire des marchés. Puis l'Espagne. La contagion est-elle inévitable ?

On a tergiversé longuement pour la Grèce, un peu moins pour l'Irlande. Mais il y a surtout une incapacité manifeste de l'UE à prévenir les crises. Si le Portugal et surtout l'Espagne, quatrième économie de la zone euro, sont attaquées, il faudra pour y faire face un plan d'une toute autre ampleur. Il faudrait, dès aujourd'hui, dire fortement aux marchés que le Fonds de stabilisation est prêt à être déclenché pour n'importe quel membre de la zone euro, et que l'on est prêt à faire appel au FMI en mettant de côté les orgueils nationaux, quel que soit le pays membre concerné. Cette stratégie en amont n'est pas très coûteuse, mais la volonté politique fait défaut.

Vous soulignez que l'Europe a été plus vite avec Dublin qu'avec Athènes. Les leçons sont retenues, la gouvernance européenne progresse, finalement...

On a fait plus vite, cette fois-ci, pour « avaler son chapeau » par rapport au FMI, et convaincre les autorités irlandaises d'agir dans le bon sens. Je ne suis pas sûr que ce soit parce que l'on a progressé : ce qui peut avoir déclenché une aussi grande rapidité de réaction, c'est la nature -bancaire -de cette

crise-là. Le risque d'une panique bancaire se transmettant à une place de Londres en relèvement rapide était tel que l'on agi plus vite. Il y avait une situation d'urgence, les pompiers sont là désormais, c'est vrai. Il était temps d'arrêter la spéculation, mais il faut aller plus loin. Car les attaques sur les économies et sur l'euro se succèdent à un rythme de plus en rapide. Et la sortie d'un pays de la zone euro impliquerait quasi-automatiquement sa sortie de l'UE, car l'euro est un acquis communautaire fondamental. Il n'y a donc évidemment pas seulement une crise bancaire, une crise de l'euro ou d'un pays membre, mais de l'Europe.

Que préconisez-vous ?

On ne pourra faire l'impasse sur une révision des modes de gouvernance européenne. La politique monétaire est devenue ces derniers mois hétérodoxe, avec du « Quantitative Easing » de part et d'autre de l'Atlantique, même si ce n'est pas au même degré. Aux Etats-Unis la politique de Ben Bernanke tente, par une énorme injection de liquidité, de s'assurer d'un fonctionnement plus harmonieux du système bancaire et de crédit. On n'est malheureusement pas dans cette stratégie en Europe, et la déflation y est une menace réelle. Faut-il pérenniser ou pas les nouveaux outils de la BCE ? Le pacte de croissance européen ne mérite-t-il pas lui aussi d'être revu ? Si oui, quels en seront les moyens ? La politique monétaire, de changes, la politique budgétaire, la fiscalité sont concernées. C'est aussi à cet égard que l'on peut s'interroger sur la spécificité fiscale irlandaise. Le risque de ne pas se coordonner, on le voit, est de mettre en péril l'ensemble de l'édifice, ce qui est dangereux et injuste à la fois. L'Union Européenne n'est pas tirée d'affaire.

DOSSIER Peur sur les PIIGS

Document ECHOFR0020101122e6bm0003z